



Auteur : Didier Reuter
www.bookiner.com

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Emploi / Recrutement

Le service public de l'emploi

Sommaire

- . Un concept à clarifier
- . Encore trop de strates
- . Des philosophies contradictoires

LE SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI

UN CONCEPT À CLARIFIER

Le système français du service public à l'emploi est constitué par «une série d'acteurs dont on peut dire qu'ils travaillent davantage les uns à côté des autres qu'ensemble». Depuis le rapport Marimbert de 2004 préconisant 2 scénarios pour remédier à l'atomisation du système : la fusion pure et simple entre l'ANPE et l'Unedic ou la mise en place de dispositifs de coordination, c'est ce dernier avis qui a été retenu. Un premier pas a donc été réalisé avec la loi de cohésion sociale initiée par Jean-Louis Borloo dans le but de clarifier le concept de service public de l'emploi. Ce concept fait désormais partie du code du travail en intégrant en son sein l'Unedic à côté de l'Etat, de l'ANPE et de l'Afpa. Toutefois l'union entre les logiques de placement et les logiques d'indemnisation des chômeurs n'est pas encore véritablement constituée en matière de liens hiérarchiques entre les différents organismes, sachant qu'aucun d'entre eux n'a encore été désigné pour chapeauter l'ensemble.

LES MOYENS DISPERSÉS DU SECTEUR PUBLIC

- . 1 400 points d'information jeunesse
- . 1 000 agences ANPE
- . 550 CIO (Centres d'information et d'orientation)
- . 400 PAIO (Permanences d'accueil, d'insertion et d'orientation)
- . 270 missions locales

ENCORE TROP DE STRATES

Il est évident qu'existent actuellement encore trop de strates dans la gestion de l'emploi (Anpe, maison de l'emploi, Plie, Conseil général et régional...) dans des rôles majoritairement administratifs et bureaucratiques. Ainsi en mars 2006, un rapport de la Cour des comptes a dressé un bilan sévère du dispositif mis en place considérant que «ce concept n'a pas été clairement défini comme le montrent les différentes approches entre les acteurs intéressés». Il a ainsi souligné les nombreux problèmes de pilotage de la réforme avec les collectivités territoriales, la méfiance des Assedic à l'égard des élus, ainsi que la volonté de l'Anpe de faire coexister les maisons de l'emploi avec ses points d'accueil en vue d'assurer un maillage complet de l'hexagone. Ce bilan indiquait également le risque de «compliquer encore la carte des implantations du service public de l'emploi et sa lisibilité par les citoyens.»

LES ACTEURS DU SECTEUR PUBLIC

. Afpa

En tant qu'établissement public, l'association pour la formation professionnelle des adultes propose de multiples actions de formation ainsi que la validation des acquis de l'expérience.

. Anpe

Etablissement public administratif comptant environ 28 000 agents ayant une double mission de placement en mettant à disposition les offres d'emploi et en réalisant des entretiens mensuels avec les demandeurs d'emploi.

. Conseil général

Il gère le dispositif du RMI ainsi que les contrats aidés : contrat d'avenir et contrat d'insertion revenu minimum d'activité (CI-RMA).

. Conseil régional

Il a la responsabilité de la formation professionnelle des adultes notamment en direction des demandeurs d'emploi. A partir du 1^{er} janvier 2009, le Conseil régional aura en charge les crédits de l'Afpa actuellement gérés par l'Etat.

. Maison de l'emploi

Créée à l'initiative des élus locaux, il s'agit de proposer un lieu unique regroupant les différents acteurs du service public de l'emploi et favoriser ainsi une meilleure coordination de leurs actions.

. Mission locale

Son activité consiste à informer et à orienter les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire sans qualification.

. Plie (Plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

Fonctionne comme une plate-forme locale de coordination visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

. Unedic et Assedic

La gestion est assurée par les partenaires sociaux en assurant l'inscription et l'indemnisation des demandeurs d'emploi. Ces organismes financent également les aides au retour à l'emploi et le Pare.

DES PHILOSOPHIES CONTRADICTOIRES

Le développement des maisons de l'emploi (projet de 300 créations en 2007) et la création de guichets uniques font partie du plan Borloo depuis la signature de la convention tripartite Etat-Anpe-Unedic du 5 mai 2006. Il s'agit, *in fine*, de favoriser le rapprochement pur et simple de l'Anpe et de l'Unedic, projet qui rencontre d'ailleurs de nombreuses résistances au sein des deux organismes, en prônant l'objectif d'«une convergence physique entre l'Anpe et les Assedic» le tout associé «à une convergence vers les maisons de l'emploi». Une ambiguïté relevée par Jean-Pierre Revoil, directeur général de l'Unedic, laquelle est d'ailleurs largement confirmée par Carole Tuchszirer, économiste à l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales, pour qui la philosophie de ces différentes réformes reste contradictoire.

D'après elle : «Entre la loi de cohérence sociale de Jean-Louis Borloo, la convention tripartite et la charte des maisons de l'emploi, on a trois conceptions radicalement distinctes de ce que doit être un service public de l'emploi. La loi Borloo, en supprimant le monopole de placement de l'Anpe, s'en remettait aux cabinets privés pour l'accompagnement des chômeurs. Hors, la convention tripartite, elle, dit clairement que l'accompagnement est du ressort prioritaire de l'Anpe et de l'Unedic.»

Cette spécialiste indique également que le message concernant le rôle des Maisons de l'emploi «est de dire que l'accompagnement doit se faire dans ces nouvelles structures qui sont placées sous le contrôle des élus locaux. On a donc trois textes et trois orientations différentes qui font confiance soit au marché, soit au service public de l'emploi, soit au territoire pour accompagner les chômeurs». Elle conclut en pensant que : «Le demandeur d'emploi risque de se perdre dans ce maquis institutionnel.»